



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 07 – Semaine du 14 au 18 février 2022

En bref

Tunisie :

- Le FMI débute officiellement les discussions avec la Tunisie
- Tenue du 25^{ème} Congrès National de l'UGTT
- Rencontre entre le Président Saïed et le vice-président de la Banque Mondiale pour la région MENA
- Le déficit commercial de la France vis-à-vis de la Tunisie se creuse de 95,3 M EUR entre 2020 et 2021
- Visite de Kaïs Saïed à Bruxelles à l'occasion du Sommet UE-Afrique
- La BCT adhère au système interarabe de règlement « Buna »
- La BCT précise les conditions d'adhésion à son nouveau système de règlement brut en temps réel « Elyssa-RTGS »
- L'ITCEQ publie une étude sur les effets attendus d'une réforme des subventions alimentaires
- La Tunisie, premier bénéficiaire de prêts de la BEI
- La Tunisie accuse une dégradation de sa balance commerciale des produits énergétiques mais accroît son taux d'indépendance énergétique au cours de l'année 2021
- Si le trafic passager dans les ports tunisiens demeure en deçà des niveaux pré-pandémie, celui-ci affiche une forte croissance entre 2020 et 2021

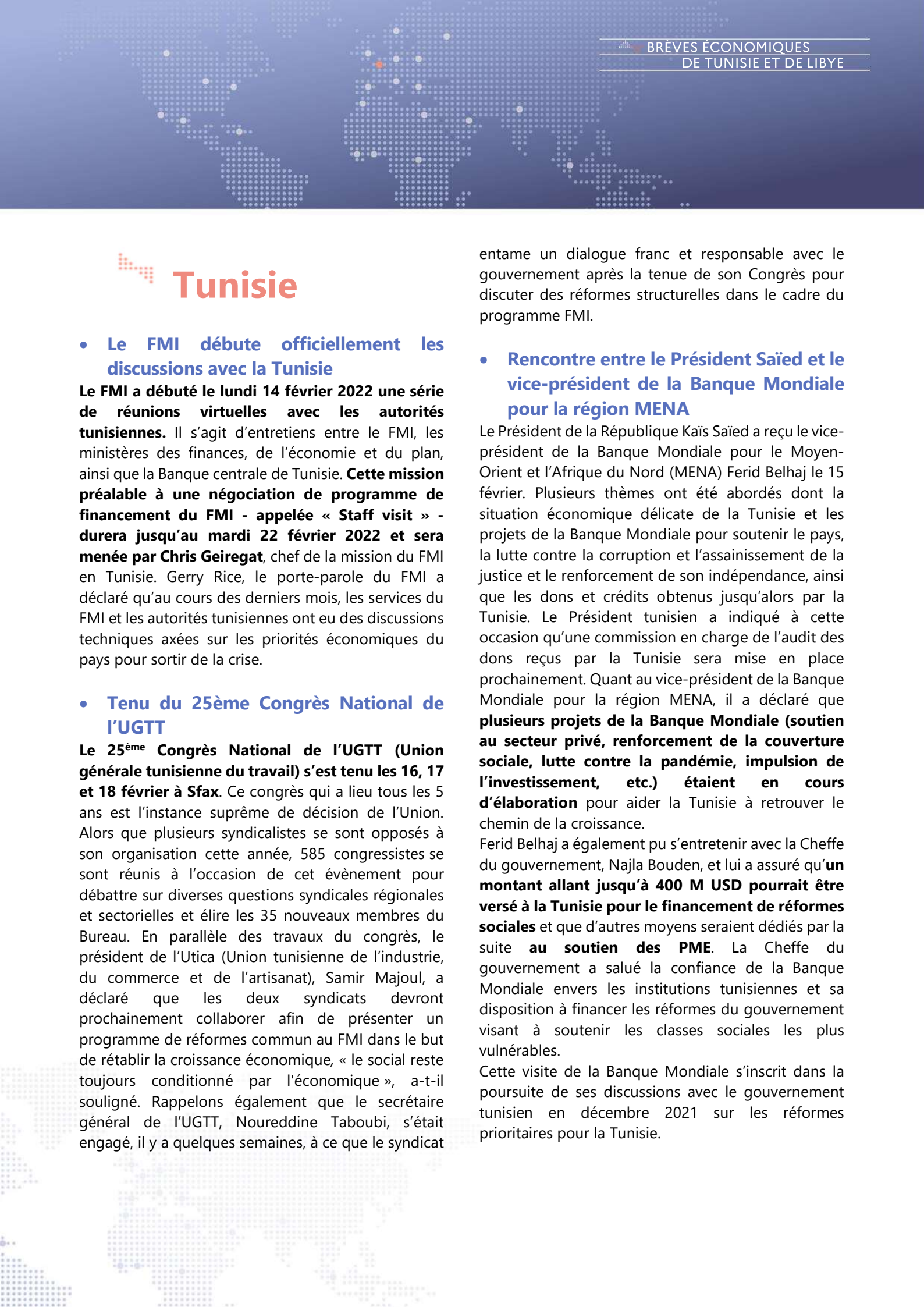
LE CHIFFRE À RETENIR

1,21 MD

Le déficit commercial de la France vis-à-vis
de la Tunisie en 2021 (EUR)

Libye :

- Fathi Bachagha entame les consultations pour former un nouveau gouvernement libyen
- Le Conseil des ministres du Gouvernement d'Union Nationale alloue 2,5 Md LYD pour les municipalités
- Des ouvriers du secteur pétrolier menacent de fermer le terminal d'exportation libyen de Marsa El Hariga



Tunisie

- **Le FMI débute officiellement les discussions avec la Tunisie**

Le FMI a débuté le lundi 14 février 2022 une série de réunions virtuelles avec les autorités tunisiennes. Il s'agit d'entretiens entre le FMI, les ministères des finances, de l'économie et du plan, ainsi que la Banque centrale de Tunisie. **Cette mission préalable à une négociation de programme de financement du FMI - appelée « Staff visit » - durera jusqu'au mardi 22 février 2022 et sera menée par Chris Geiregat**, chef de la mission du FMI en Tunisie. Gerry Rice, le porte-parole du FMI a déclaré qu'au cours des derniers mois, les services du FMI et les autorités tunisiennes ont eu des discussions techniques axées sur les priorités économiques du pays pour sortir de la crise.

- **Tenu du 25ème Congrès National de l'UGTT**

Le 25^{ème} Congrès National de l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) s'est tenu les 16, 17 et 18 février à Sfax. Ce congrès qui a lieu tous les 5 ans est l'instance suprême de décision de l'Union. Alors que plusieurs syndicalistes se sont opposés à son organisation cette année, 585 congressistes se sont réunis à l'occasion de cet événement pour débattre sur diverses questions syndicales régionales et sectorielles et élire les 35 nouveaux membres du Bureau. En parallèle des travaux du congrès, le président de l'Utica (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat), Samir Majoul, a déclaré que les deux syndicats devront prochainement collaborer afin de présenter un programme de réformes commun au FMI dans le but de rétablir la croissance économique, « le social reste toujours conditionné par l'économique », a-t-il souligné. Rappelons également que le secrétaire général de l'UGTT, Noureddine Taboubi, s'était engagé, il y a quelques semaines, à ce que le syndicat

entame un dialogue franc et responsable avec le gouvernement après la tenue de son Congrès pour discuter des réformes structurelles dans le cadre du programme FMI.

- **Rencontre entre le Président Saïed et le vice-président de la Banque Mondiale pour la région MENA**

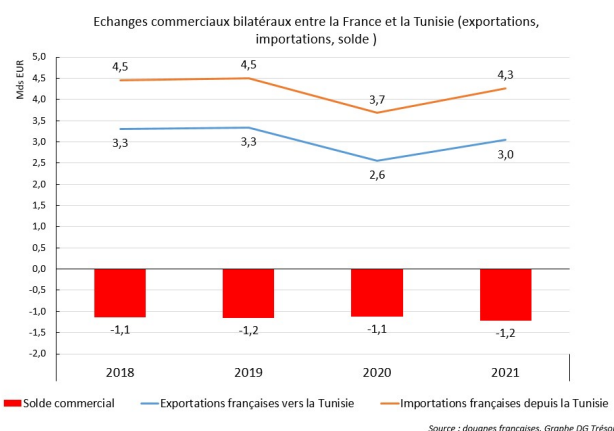
Le Président de la République Kaïs Saïed a reçu le vice-président de la Banque Mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) Ferid Belhaj le 15 février. Plusieurs thèmes ont été abordés dont la situation économique délicate de la Tunisie et les projets de la Banque Mondiale pour soutenir le pays, la lutte contre la corruption et l'assainissement de la justice et le renforcement de son indépendance, ainsi que les dons et crédits obtenus jusqu'alors par la Tunisie. Le Président tunisien a indiqué à cette occasion qu'une commission en charge de l'audit des dons reçus par la Tunisie sera mise en place prochainement. Quant au vice-président de la Banque Mondiale pour la région MENA, il a déclaré que **plusieurs projets de la Banque Mondiale (soutien au secteur privé, renforcement de la couverture sociale, lutte contre la pandémie, impulsion de l'investissement, etc.) étaient en cours d'élaboration** pour aider la Tunisie à retrouver le chemin de la croissance.

Ferid Belhaj a également pu s'entretenir avec la Cheffe du gouvernement, Najla Bouden, et lui a assuré qu'**un montant allant jusqu'à 400 M USD pourrait être versé à la Tunisie pour le financement de réformes sociales** et que d'autres moyens seraient dédiés par la suite **au soutien des PME**. La Cheffe du gouvernement a salué la confiance de la Banque Mondiale envers les institutions tunisiennes et sa disposition à financer les réformes du gouvernement visant à soutenir les classes sociales les plus vulnérables.

Cette visite de la Banque Mondiale s'inscrit dans la poursuite de ses discussions avec le gouvernement tunisien en décembre 2021 sur les réformes prioritaires pour la Tunisie.

• Le déficit commercial de la France vis-à-vis de la Tunisie se creuse de 95,3 M EUR entre 2020 et 2021

Selon les données des douanes françaises, **le déficit commercial de la France vis-à-vis de la Tunisie s'est creusé de 8,5%, passant de 1,12 Md EUR en 2020 à 1,21 Md EUR en 2021**, dans un contexte de hausse des échanges. **Les exportations françaises vers la Tunisie ont augmenté de 19% en 2021 pour atteindre 3 Md EUR et les importations françaises depuis la Tunisie ont augmenté de 15,8% pour s'élever à 4,3 Md EUR en 2021.** Sur le plan sectoriel, la hausse des exportations concerne notamment les produits en caoutchouc et plastique et les produits minéraux divers (+49,4%), les matériaux de transports (+36%), et les produits pétroliers raffinés et coke (26,2%). Les exportations du secteur agricole, sylvicole, de la pêche et de l'aquaculture enregistrent quant à elles une baisse importante (-35,5%). Côté importations, les importations d'hydrocarbures ont connu une très forte hausse de 30 à 160 MEUR. Les importations de textile et habillement, principal poste d'importations, progressent faiblement de 3,1% à 1,1 Md EUR en 2021, tout comme celles de matériels de transport (+2,4% pour atteindre 590 MEUR). Les deux secteurs représentent cependant toujours les principaux postes déficitaires, avec un solde négatif de 636 MEUR pour le secteur textile et de 303 MEUR pour celui des matériels de transport.



• Visite de Kais Saïed à Bruxelles à l'occasion du Sommet UE-Afrique

Le Président tunisien s'est rendu le 17 et 18 février en Belgique à l'occasion du 6^{ème} Sommet entre l'Union Européenne et l'Afrique, son premier déplacement à l'étranger depuis le 25 juillet 2021 et l'occasion de s'entretenir avec un certain nombre de chefs d'état européens et africains. L'objectif de ce sommet est de renforcer la coopération entre les deux continents, notamment à travers la relance des investissements, en tenant compte des enjeux climatiques et sanitaires actuels. L'Union Européenne est d'ailleurs le premier partenaire multilatéral de l'Union Africaine, avec des échanges commerciaux en augmentation de 20% entre 2016 et 2020.

• La BCT adhère au système interarabe de règlement « Buna »

La [Banque Centrale de Tunisie \(BCT\)](#) a adhéré fin janvier au système interarabe de règlement « Buna » (la convention de participation avait été signée en octobre 2021) et devient ainsi la seconde banque centrale arabe à y adhérer. Lancé depuis décembre 2020, le système de règlement « Buna », affilié au Fond Monétaire Arabe, a pour objectif de permettre aux banques centrales et commerciales d'effectuer des paiements en monnaies arabes et internationales en vue de favoriser l'intégration des infrastructures de paiement et de développer les échanges commerciaux et financiers dans la région arabe.

• La BCT précise les conditions d'adhésion à son nouveau système de règlement brut en temps réel « Elyssa-RTGS »

La Banque Centrale de Tunisie (BCT) a publié le 15 février [une note sur les conditions d'adhésion](#) au nouveau système de règlement brut en temps réel des paiements, « Elyssa-RTGS ». Ce nouveau système de règlement, doté de capacités techniques, fonctionnelles et sécuritaires équivalentes aux normes internationales, a été mis en place par la BCT dans

l'optique de moderniser les infrastructures du système de paiements tunisien.

- **L'ITCEQ publie une étude sur les effets attendus d'une réforme des subventions alimentaires**

Ces dernières années, le poids des subventions alimentaires dans le PIB tunisien n'a cessé de croître, constituant un réel défi de politique publique dans un contexte budgétaire tendu. Dans le cadre d'[une étude réalisée par l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives \(ITCEQ\)](#), un **exercice de simulations des effets d'une réforme de ciblage des subventions alimentaires** a été élaboré. Cette réforme consisterait en un démantèlement rapide des subventions et leur remplacement par des compensations aux revenus des catégories nécessiteuses. Les simulations (à l'horizon de 2030) ont montré que cette réforme aurait **des conséquences en termes de redistribution**, à la fois entre catégories de ménages, avec des pertes conséquentes de pouvoir d'achat et de consommation pour les ménages non ciblés par les transferts directs, et entre branches d'activités, avec des filières jusqu'alors fortement subventionnées (comme la filière de transformation du blé) qui risqueraient de voir leur rentabilité, leur activité, et leur emploi diminuer. Les bénéfices d'une réforme de ciblage mise en œuvre brutalement pourraient mettre du temps à se concrétiser et, selon l'ITCEQ, **l'effet net cumulé sur le PIB resterait légèrement négatif jusqu'à 2030** (avec une baisse cumulée du PIB de -0,16% entre 2019 et 2030 par rapport au niveau de référence). Néanmoins, le résultat de l'institut ne tient pas compte de l'utilisation optimale de la marge fiscale disponible après la réforme qui pourrait avoir des effets positifs sur le PIB (utilisation de la marge fiscale pour investir dans l'éducation, la santé ou dans d'autres services pour booster la productivité). Parmi ses recommandations, l'institut propose de **mettre en place cette réforme de manière progressive** afin de minimiser les chocs initiaux sur l'offre et la demande, tout en suivant de près les tendances des prix des produits concernés sur les marchés internationaux –

un apaisement sur les marchés mondiaux des prix des denrées alimentaires de base peut constituer une opportunité pour le déclenchement de cette réforme. Il est également **nécessaire que la réforme soit mise en place dans le cadre d'une démarche globale de soutien à l'investissement par des politiques appropriées** (épargne, partenariat public-privé, etc.) **et d'un accompagnement à la transition dans les secteurs dont la rentabilité risque d'être fortement impactée.**

- **La Tunisie, premier bénéficiaire de prêts de la BEI**

Le 16 février, le chef de la représentation de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) en Tunisie, Jean-Luc Revereaute, a déclaré lors d'une conférence que le pays est le premier bénéficiaire des prêts de l'institution. En effet, **au cours des dix dernières années, la Tunisie est à la fois le premier bénéficiaire dans la région, mais aussi au niveau mondial (hors Union Européenne) avec 13% octroyés par la banque.** Entre 2011 et 2021, 2,4 Mds EUR ont été mobilisés par la BEI pour la Tunisie dans le cadre de 36 projets. Deux tiers de ces fonds ont été concédés à l'Etat et aux entreprises publiques afin de soutenir des projets d'investissement tandis que le tiers restant correspond à une aide apportée aux PME et TPE tunisiennes.

- **La Tunisie accuse une dégradation de sa balance commerciale des produits énergétiques mais accroît son taux d'indépendance énergétique au cours de l'année 2021**

D'après l'Observatoire National de l'Energie et des Mines (ONEM), **le déficit de la balance commerciale énergétique est passé de 4,6 Md TND au cours de l'année 2020 à 5,7 Md TND au cours de l'année 2021, soit une augmentation de 24%.** Cette dégradation est la conséquence d'un accroissement des importations (+46 % à 8,9 Md TND), consécutif à l'augmentation des cours du baril de Brent, celui-ci étant passé de 41,7 USD en 2020 à 70,7 USD en 2021. Ceci étant, les exportations de produits énergétiques

ont connu une croissance de 134 % en valeur ; ces derniers sont passés de 1,5 Md TND en 2020 à 3,2 Md TND en 2021.

Dans le même temps, le taux d'indépendance énergétique est passé de 43% à 52%, principalement sous l'effet de l'accroissement de la production nationale d'hydrocarbures. En effet, la production nationale de pétrole brut a atteint 1,9 million de tonne en 2021, en hausse de 25% par rapport à 2020. La production quotidienne moyenne de barils de pétrole est ainsi passée de 32 900 à 40 400. L'apport de Halk el Manzel qui vient d'entrer en production en janvier 2021 et de Nawara ont compensé la baisse de la production enregistrée dans plusieurs champs à savoir : Hasdrubal (-26%), Baraka (29%), Tarfa (-25%), Gherib (-16%), Miskar (-8%) et Cercina (-5%). D'autres champs ont enregistré, *a contrario*, une amélioration de production à savoir Nawara (+138%), El Borma (+21%), El Hajeb/Guebiba (+36%), Adam (+42%) et Cherouq (+26%). Par ailleurs, la production nationale de gaz naturel est passée de 1 646 ktep (millier de tonne équivalent pétrole) en 2020 à 1 953 ktep en 2021, soit une augmentation de 19%. A noter que la production du champ gazier de Nawara a représenté 30% de la production nationale de gaz naturel en 2021 et a couvert 12% de la demande totale en gaz au cours de la même période.

- **Si le trafic passager dans les ports tunisiens demeure en deçà des niveaux pré-pandémie, celui-ci affiche une forte croissance en 2021**

D'après l'Office de la Marine Marchande et des Ports (OMMP), **le nombre de passagers dans les ports tunisiens est passé de 312 346 au cours de l'année 2020 à 573 437 au cours de l'année 2021, soit une hausse de 84%.** Cependant, le nombre de passagers dans les ports tunisiens demeure en deçà du niveau atteint lors des années 2018 et 2019. En effet, le nombre de passagers s'élevait à 724 457 en 2019 et 706 660 en 2018. A noter que le port de la Goulette, situé à Tunis, concentre près de 99% du trafic de passagers de l'ensemble des ports tunisiens.

Libye

- **Fathi Bashagha entame les consultations pour former un nouveau gouvernement libyen**

Le Premier ministre par intérim, désigné par la Chambre des représentants, **Fathi Bashagha, a débuté le 13 février les consultations pour former un nouveau gouvernement en impliquant de manière active tous les partis politiques libyens.** Fathi Bashagha a ajouté que la passation de pouvoir avec le gouvernement de l'ex-Premier ministre Dbeiba se ferait dans des conditions pacifiques et que la composition de son nouveau gouvernement serait présentée à la Chambre des représentants très prochainement pour un vote de confiance.

- **Le Conseil des ministres du Gouvernement d'Union Nationale alloue 2,5 Md LYD pour les municipalités**

Le Conseil des ministres du Gouvernement d'Union Nationale (GUN) a tenu sa deuxième réunion de l'année, l'occasion d'aborder des questions de développement économique. L'ex-Premier ministre Dbeiba a annoncé, que le **Conseil des ministres avait décidé d'un transfert de 2,5 Md LYD visant à soutenir les municipalités suite à une proposition du ministre des collectivités locales.** Le vice-premier ministre Hussein Al-Qatrani et les ministres du gouvernement local et de la planification auraient été désignés pour soumettre une proposition d'organisation des programmes de développement dans les municipalités des régions de l'est, du sud et de l'ouest du pays et suivre leurs avancées.

- **Des ouvriers du secteur pétrolier menacent de fermer le terminal d'exportation libyen de Marsa El Hariga**

Le terminal d'exportation de pétrole de Marsa El Hariga dans l'est de la Libye représente une moyenne

d'exportation de 200 000 b/j de pétrole brut pompé par Agoco, une filiale de la National Oil Corporation (NOC) de Libye. Des revendications salariales sont à l'origine de cette menace de fermeture et ont déjà causé le blocage des exportations de pétrole en Libye ces dernières années.